



Commission de l'Economie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

Procès-verbal de la réunion du 2 février 2023

Ordre du jour :

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions du 4 juillet 2022 (*Hearing* avec le Parlement des jeunes) et du 12 janvier 2023
2. 7981 Projet de loi relative à l'enlèvement des épaves et modifiant la loi modifiée du 9 novembre 1990 portant approbation de certaines conventions internationales en matière maritime
- Rapporteur : Madame Lydia Mutsch

- Présentation et adoption d'un projet de rapport
3. COM(2022)459 Proposition de règlement du Parlement et du Conseil établissant un instrument du marché unique pour les situations d'urgence et abrogeant le règlement (CE) n° 2679/98 du Conseil

- Approbation d'un projet de résolution (avis politique)
4. Sujets prioritaires dans le programme de travail de la Commission européenne pour l'année 2023 (demande de la commission en charge des Affaires européennes)

- Approbation d'un projet de lettre
5. Avenir du site de « Liberty Steel » à Dudelange

- Explications par Monsieur le Ministre de l'Economie
6. « Les scénarios d'avenir et la vision stratégique correspondante pour l'économie du Luxembourg à l'horizon 2050 » (Luxembourg Stratégie)

- Présentation par Monsieur le Ministre

*

Présents : Mme Diane Adehm, M. Guy Arendt, M. André Bauler, Mme Simone Beissel, M. François Benoy remplaçant Mme Semiray Ahmedova, Mme Francine Closener, M. Paul Galles remplaçant M. Léon Gloden, M. Charles Margue, M. Laurent Mosar, M. Marc Spautz, M. Carlo Weber

M. Franz Fayot, Ministre de l'Economie

Mme Joana Quiaios, Mme Stéphanie Wagemans, M. Frank Reimen, du Ministère de l'Economie

Mme Pascale Junker, de Luxembourg Stratégie

M. Georges Sold, du groupe parlementaire LSAP (pour le point 2)

M. Timon Oesch, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Sven Clement, Mme Lydia Mutsch, M. Roy Reding, M. Serge Wilmes
Mme Myriam Cecchetti, observateur délégué

*

Présidence : Mme Francine Closener, Présidente de la Commission

*

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions du 4 juillet 2022 (*Hearing* avec le Parlement des jeunes) et du 12 janvier 2023

Les projets de procès-verbal susmentionnés sont approuvés.

2. 7981 Projet de loi relative à l'enlèvement des épaves et modifiant la loi modifiée du 9 novembre 1990 portant approbation de certaines conventions internationales en matière maritime

- Présentation et adoption d'un projet de rapport

Madame le Président prie l'assistance d'excuser Madame le Rapporteur qui vient de l'informer de son empêchement. L'oratrice propose donc de reporter le point sous rubrique à une réunion spécifique à convoquer sous forme de visioconférence, de préférence pour le lendemain.

Renvoyant au grand nombre de réunions, également au niveau communal, programmées pour ledit vendredi 3 février, et au fait que le projet de rapport a déjà été transmis aux membres de la commission il y a deux jours, tous les intervenants¹ plaident à ce que la commission procède désormais au vote. Ceci d'autant plus que ce dispositif n'est nullement contesté et informellement déjà prévu à l'ordre du jour de la séance publique du 7 février 2023.

C'est ainsi que Madame le Président décide de procéder au vote.

Le projet de rapport est adopté à l'unanimité des membres présents et représentés.

La fixation d'un modèle de parole est délaissée aux soins de la Conférence des Présidents.

¹ Messieurs Laurent Mosar, Guy Arendt, André Bauler, Charles Margue.

3. COM(2022)459 Proposition de règlement du Parlement et du Conseil établissant un instrument du marché unique pour les situations d'urgence et abrogeant le règlement (CE) n° 2679/98 du Conseil

- Approbation d'un projet de résolution (avis politique)

Tout en renvoyant à la discussion lors de la réunion du 12 janvier 2023, Madame le Président rappelle que le projet de résolution susmentionné a été transmis au préalable aux membres de la commission.

L'oratrice s'enquiert d'observations concernant l'avis proposé. Constatant qu'aucune observation ne s'impose, Madame le Président prend acte de l'approbation unanime de cet avis politique par la commission.

4. Sujets prioritaires dans le programme de travail de la Commission européenne pour l'année 2023 (demande de la commission en charge des Affaires européennes)

- Approbation d'un projet de lettre

Madame le Président rappelle que la commission a été invitée à se positionner par rapport au programme de travail de la Commission européenne pour l'année 2023. L'extrait afférent de ce programme a été transmis à la commission, de même qu'un projet de lettre à ce sujet.

L'oratrice s'enquiert d'éventuelles suggestions concernant la réponse proposée. Notant qu'aucune suggestion ne semble s'imposer, Madame le Président prend acte de l'approbation unanime de cette réponse par la commission.

5. Avenir du site de « Liberty Steel » à Dudelange

- Explications par Monsieur le Ministre de l'Economie

D'emblée, Monsieur le Ministre de l'Economie signale que, compte tenu de négociations en cours dans le dossier sous rubrique, il ne saura fournir certains détails que sous réserve du secret des délibérations.

Madame le Président s'enquiert si la commission entend faire sienne, le moment venu, la préoccupation de Monsieur le Ministre. Unaniment, celle-ci se dit disposée à garder le secret des délibérations conformément à l'article 25, paragraphe 9, du Règlement de la Chambre des Députés.

Monsieur le Ministre rappelle qu'il a, une dernière fois, informé les députés en ce qui concerne l'état du présent dossier le 20 décembre 2022, en séance publique.² Depuis, on peut parler d'un *statu quo ante*. Le 21 novembre 2022, le contact a été renoué avec l'actionnaire, *GFG Alliance*, pour évaluer la possibilité d'une transaction. En effet, le propriétaire de ce groupe, Monsieur Sanjeev Gupta avait signalé être disposé à vendre l'usine à Dudelange.

² Lors de la séance publique n° 24, en réponse à une question élargie (n° 173) de M. Laurent Mosar relative au site de production du groupe industriel « Liberty Steel » à Dudelange.

Toujours est-il que, dans pareilles négociations, chaque partie doit être de bonne composition, ce qui n'est pas clair du côté de l'actionnaire. Ces négociations sont compliquées et leur principal enjeu est financier. L'objectif des représentants du groupe est de maximiser leur prix de vente.

L'usine à Dudelange est actuellement à l'arrêt ou « sous cocon » et cette situation perdurera. Sans aucune production industrielle, il est ainsi, d'un point de vue économique, incompréhensible que le propriétaire persiste à payer les salaires et cotisations sociales de l'effectif restant. Bon nombre des quelque 170 salariés qui n'ont pas encore tourné le dos à leur employeur sont activement en quête d'un nouvel emploi. Pour les salariés restants, la situation est psychologiquement délicate. S'ils sont sur place, leur activité se limite aux travaux d'entretien.

Ainsi et avec le temps qui passe, la valeur de cette usine se détériore.

L'orateur rappelle que, dans ce dossier, le Ministère de l'Economie, en s'appuyant sur la Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI), joue un rôle de facilitateur et que le dossier comporte également un volet belge. Ce volet a pour corollaire des échanges réguliers avec le ministre en charge de l'économie en région wallonne, Monsieur Willy Borsus et son cabinet.

Monsieur le Ministre souligne que l'opération envisagée du côté luxembourgeois n'est pas une reprise par l'Etat de l'usine à Dudelange. L'Etat n'est pas un entrepreneur et mal placé pour gérer de manière profitable une entreprise. Le Ministère de l'Economie envisage une opération de portage par l'intermédiaire de la SNCI dans l'objectif d'une vente à un repreneur industriel. En décembre, une offre de rachat afférente, concertée avec un tel repreneur potentiel, a été soumise. Celle-ci a pourtant été refusée par le propriétaire actuel sans que celui-ci n'ait émis de contreproposition concrète. Ces négociations continueront donc.

Sur demande de Monsieur le Ministre, la suite de ses explications et la discussion afférente ont lieu sous le couvert du secret des délibérations.³

6. « Les scénarios d'avenir et la vision stratégique correspondante pour l'économie du Luxembourg à l'horizon 2050 » (Luxembourg Stratégie)

- Présentation par Monsieur le Ministre

Monsieur le Ministre explique que l'exercice de réflexion stratégique en cours s'inscrit dans la suite du « processus *Rifkin* », qui visait à préparer le pays à la « troisième révolution industrielle » et qui a été lancé par son prédécesseur. L'orateur en rappelle et résume l'idée et la méthodologie ainsi que quelques actions concrètes qui ont résulté de cette précédente étude stratégique dont le bilan a été tiré en 2021.⁴

³ Par voie de conséquence, le Secrétaire-administrateur suspend l'enregistrement et sa prise de notes. Les personnes non concernées par ce point à l'ordre du jour ont été invitées à quitter la salle.

⁴ « Etude stratégique de la 3^{ème} Révolution industrielle pour le Luxembourg – Etat des lieux 2021 des 49 mesures stratégiques », consultable sur le site internet « <https://www.troisiemerevolutionindustrielle.lu> ».

C'est pour assurer une continuité dans la prospective économique qu'il a mis en place la direction « Luxembourg Stratégie » au sein du Ministère de l'Economie.

Sa tâche actuelle est de prévoir certains scénarios de développement plausibles du pays à l'horizon de l'année 2050. L'objectif est de permettre aux décideurs de préparer au mieux l'économie nationale à ces éventualités – donc à renforcer sa « résilience ». Pour dresser ces scénarios, certaines mégatendances ont été identifiées qui ont un impact et une pertinence pour le Grand-Duché.

Par la suite, Monsieur le Ministre appuie ses explications assez fidèlement sur une présentation *PowerPoint*, dont les fiches sont jointes au présent procès-verbal. Pour son exposé, il est donc renvoyé à cette annexe.

Monsieur le Ministre insiste plus particulièrement sur les points suivants :

- 1) les trois scénarios d'avenir économique retenus, suite à un processus de scénarisation, ne sont pas à confondre avec une stratégie ou sa propre volonté politique d'atteindre tel ou tel modèle sociétal jusqu'en 2050. Ces scénarios sont des hypothèses de travail qui tiennent compte de l'évolution de certaines tendances fondamentales qui échappent à la maîtrise de la politique nationale. Ils indiquent des avènements plausibles et sont des aides à la réflexion stratégique. Ces scénarios permettront de concevoir une vision économique d'un futur souhaitable, qui, à son tour, permettra d'établir une stratégie robuste et cohérente qui guidera les décisions politiques à prendre ;
- 2) c'est la stratégie à établir qui déterminera les actions à entreprendre et cette stratégie devra rester pertinente, peu importe le scénario qui se réalisera ;
- 3) également, les trois scénarios les plus pertinents (et les plus distincts) obtenus pour le Luxembourg peuvent, en fin de compte, être classés dans une typologie de scénarios, qui connaît quatre archétypes (croissance, collapse, discipline, transformation). Ce sont ces trois scénarios qui ont servi pour l'enquête publique par questionnaire ;
- 4) le scénario catastrophe (« *collapse* »), qui admet qu'une série de « *tipping points* » écologiques seront atteints bien plus prématurément qu'escompté, a été écarté à escient en tant que scénario, puisqu'il équivaut à l'effondrement du système et rend absurde tout exercice de projection à l'avenir ;
- 5) le scénario considéré comme le plus favorable par plus de 70% des répondants (*fiche 31*) a été celui de la « circularité bio-régionale » (*fiche 22*) – malgré le fait que ce scénario implique une stagnation des niveaux de salaires, de pensions et de couverture sociale.

Débat :

Madame le Président relève que, bien qu'une large majorité des répondants déclare favoriser le scénario 2 de « circularité bio-régionale », c'est également le scénario à la réalisation duquel le moins de répondants croient et c'est, par ailleurs, celui pour lequel ils estiment que le Luxembourg est le moins bien préparé. Vouloir réaliser un tel scénario lui semble donc un réel défi.

Compte tenu de l'heure avancée, Monsieur Laurent Mosar suggère de reporter en bloc à la prochaine réunion l'échange de vues concernant ces scénarios d'avenir et la stratégie économique à développer.

Madame Diane Adehm ajoute qu'il serait utile que les fiches de la présentation visionnée soient transmises aux membres de la commission au préalable d'une telle réunion.

Conclusion :

Madame le Président fait siennes ces suggestions. L'échange de vues aura lieu le 9 février prochain. La présentation sera transmise par courriel en cours de journée.⁵

Luxembourg, le 8 février 2023

Annexe :

· « *Présentation Luxembourg Stratégie – Scénarios & Vision ECO2050* », 42 pages.

Procès-verbal approuvé et certifié exact

⁵ A 11.35 heures de ce jeudi 2 février 2023.

Présentation Luxembourg Stratégie Scénarios & Vision ECO2050

Chambre des Députés
Commission Économie
Jeudi 02.02.23

Structure

1. Luxembourg Stratégie
2. Processus de scénarisation
3. Scénarios d'avenirs
4. Campagne publique
5. Éléments de vision stratégique économique
6. Echange et prochaines étapes

1. Présentation de Luxembourg Stratégie

Mission de Luxembourg Stratégie

- Approuvée par Conseil de gouvernement du 25 février 2022
- **Prospective stratégique** (*strategic foresight* ou *strategische Vorausschau*) **économique** : percevoir, comprendre l'avenir possible & agir en fonction de l'avenir souhaité
- Extension de l'étude stratégique **Troisième Révolution Industrielle** ('processus Rifkin' ou 'TIR2050')
- Etudes de prospective pour une économie luxembourgeoise **résiliente, inclusive et compétitive**

Mission de Luxembourg Stratégie



1. Aide à la décision économique publique, **cohérence** des stratégies économiques



2. Appui **méthodologique** pour la prospective stratégique économique (**Mégatendances, Résilience**)



3. Conception collaborative de **scénarios** d'avenirs & d'une vision stratégique pour l'économie



4. **Quantification** physique & évaluation des **risques** de la production économique



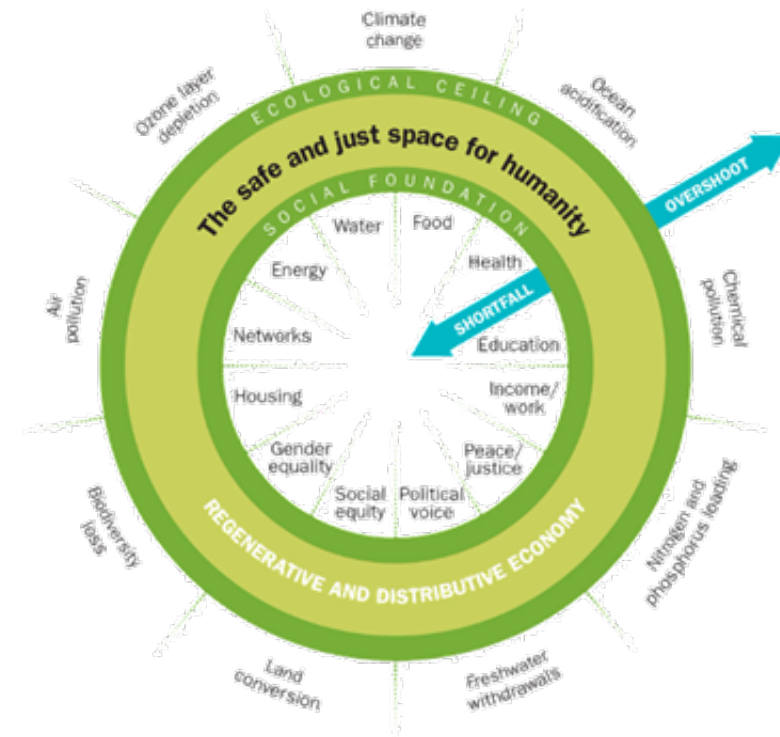
5. Contribution à la **modélisation** intégrée de l'économie



6. Animation du **débat public** sur les perspectives économiques communes

Ligne directrice: la résilience

- *se remettre et se transformer à la suite d'un choc*
- Elle va plus loin que durabilité, en cela qu'elle envisage une transformation complète
- Elle vise un espace juste et sûr pour l'humanité entre respect des limites biophysiques et du socle des besoins sociétaux fondamentaux



Suivi des Mégatendances

Définition

- Une force motrice dont les effets sont perceptibles dans le monde entier
- Elle se caractérise typiquement par un horizon de temps de 10 à 20 ans

Les 12 mégatendances suivies par Luxembourg Stratégie, considérées comme pertinentes pour le Luxembourg en Grande Région :

- **MT1** : Changements démographiques
- **MT2** : Creusement des inégalités
- **MT3** : Mutation du travail
- **MT4** : Mutation des savoirs et compétences
- **MT5** : Digitalisation et hyper-connectivité
- **MT6** : Grande électrification et nouvelles technologies
- **MT7** : Déplacement du pouvoir économique
- **MT8** : Changement climatique et multi-transitions
- **MT9** : Nouveaux modèles économiques et écologiques
- **MT10** : Formes non-traditionnelles de gouvernance
- **MT11** : Nouvel ordre géopolitique global
- **MT12** : Individualisation

Suivi des scénarios nationales



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Luxembourg stratégie

Tableau de suivi des scénarios nationaux
Luxembourg Stratégie
(Travail en cours)
Version du 24.09.22

Tableau de suivi de scénarios nationaux (document de travail) – 11 publications listées (dont 2 initiées par le MECO)

Type	#	Horizon	Publication	Domaines	Initiative	Noms & Nombres	Périmètre	Hypothèses	Méthodes	Objectifs	Solutions	Implications
Gouvernement & institutions publiques	1	2070	Bilan technique du régime général d'assurance pension (2022)	Economie & démographie	IGSS	S1, Scénario de base S2, Scénario 'changement du modérateur de réajustement' S3, Scénario 'variation du taux de rendement de la réserve' S4, Scénario 'formule avant réforme' S5, Scénario 'hypothèses démographiques STATEC'	Projections démographiques (population active & bénéficiaires de pension, coefficient de charge) & financières (recettes & dépenses courantes, solde & réserve) pour 2020-2070 & paramètres formule pension pour 2013-2052	Pour S1 (p.a. 2020-70) : pop. +0,5%, emploi +0,6%, product. +1,2%, PIB +1,8%, infl. +2%, pop active +0,6%, bénéficiaires +2,3%. Coef. de charge 96% (2070), Tx de cotisation 24% = 8,6% PIB (2020-70), dépense de 7,6% (2020) à 15,7% PIB (2070). Réserve de comp. épuisée en 2047	Projections statistiques (groupe de W, commission européenne)	Evaluation ex-ante & (s'assurer de la concordance entre hyp. du système pensions & traject. financière actualisée)	∇ du taux de cotisation global ; adaptation méthodologique ou paramétrique de la formule de pension (∇ du tx des majorations proportionnelles ; retardement du départ à la retraite & ∇ emploi	Situation actuelle confortable, la réforme de l'assurance pension (2012) devrait conduire à une ∇ des dépenses du régime mais risques de déséquilibre (suivre de près l'évolution fin.)
	2	2050	Les projections macro-éco. & dém. au Luxembourg à 2050 (2017)	Economie & démographie	STATEC	S1, Scénario potentiel 2030 (réf.) S2, Scénario "+4.5% PIB" S3, Scénario "+3.0% PIB" S4, Scénario "+1.5% PIB" S5, Scénario "+0.0% PIB"	Croissance économique, productivité, attractivité salariale, immigrés actifs & frontaliers, solde migratoire, population (catégories d'âges)	Le solde migratoire explique 80% de l'évolution dém. Il dépend de la croissance du PIB que les scénarios font évoluer de 0.0% et 4.5% (pop. ca 1.1 M)	Projections statistiques	Exploration (scénarios descriptifs)	Agir sur la productivité qui détermine l'évolution du PIB et le revenu disponible donc l'attractivité relative et donc l'évolution démographique	Quel que soit le scénario, vieillissement de la population
	3	2050	Troisième Révolution Industrielle – TIR (2016)	Société & économie (6 piliers thématiques, 3 axes transverses)	MECO	S1, Reference case S2, TIR innovation scenario	Population, production économique, demande, dépenses, efficacité, approvisionnement & mix énergétique, investissements publics	Pour S2 : +3,04% PIB p.a., 1.1 M pop, production d'énergie à 100% ou 70% locale, 100% EnR (2050)	Consultation d'experts	Evaluation ex post (évaluation de politiques existantes)	Pour S2 : réorienter l'inv. vers le travail, d'ypcr l'infra. locale, l'efficacité d'énergie & la productivité, gérer les variations de prix & de stock & d'ypcr l'innov.	Pour S2 : ∇ des coût de l'énergie, création de milliers d'emplois
	4	2050	Landnutzung in Luxembourg 2050 (2019)	Territoire	MEA	9 scénarios combinant des hypothèses de d'ypcr démographique/économiques et d'utilisation des sols	Population (classe d'âges), emplois (résidents & frontaliers), production économique, consommation des sols, aménagement du territoire (fonction : transport, agriculture, forêts, nature, habitation & eau)	Hyp socio-économiques : stagnation (0.75 M pop, +0.0% PIB) ∇ probable (1.0 M, +4.5%), ∇ extrême (1.3 M, +4.5 %), hyp territoriales : statut quo (+0.5 ha/jour), politique foncière restrictive (0.0), renaturation (0.5)	Combinaison & extrapolations de stratégies existantes	Evaluation ex post (évaluation de politiques existantes) & Identifier des cibles (scénarios normatifs)	∅ de nouvelles prises de terres nettes, densification, ∇ taille habitations, multifonction, ∅ extension surfaces transp / agr, mobilité douce & trajets courts, EnR (cf. Rilkin), définir une surface naturelle/forêt min./ personne	Conso actuelle des sols pas tenable, politique foncière restrictive possible. Comment vivre/W ? Combien de nature ? Quelle planification ?
	5	2050	Consultation internationale Luxembourg in Transition - LIT (2022)	Aménagement du territoire, énergie, industrie, mobilité & climat	MEA	S1, EU 1.5 LIFE Scenario S2, Scénario F(LUX) S3, Ecotopia Lux+ Scenario S4, Ecological transition scenario	Population, eutrophication, pollution de l'air, conso (matériels & sols), émissions de GES (mobilité, logement, agriculture & services publics) en Grande Région	Pour S4 (uni.lu, exemple) : ∅ de nouvelles prises de terres nettes, ∇ espace habitable/ pers., ∇ réseau tram, densification urbaine & construction verticale (pop Lxgb ca 0.75 M)	Consultation d'experts & citoyenne – Bierger-kommittee)	Evaluation ex-ante (sélection de politiques potentielles)	Pour S4 (uni.lu) : ∇ demande transp., multi-modalité, transp. publics, mob. douce, ∅ tourisme à la pompe, ∇ espace hab./ pers., nouveau régime alim., ∇ conso., décarb. services publics & électric.	Pour S4 (uni.lu) : efforts équilibrés collectifs/ individuels, technologiques/ comportementaux & séquestration CO ₂ .
	6	2040	Luxembourg in 2050? Visioning a Future Industrial Strategy (2021)	Industrie manufacturière	MECO	Vision Industry 4.0 or S1 Sustainable Resource Circulation S2, Digital & Platform Economy S3, Nations in Space	Production économique, population, changement technologique, approvisionnement en ressources, digitalisation	Rélegation de l'Occident face à l'ASE, révolution démo en Afrique, urbanisation et vieillissement en Europe, croissance expo. du changement techno., rarefaction de ressource & digitalisation	Consultation d'experts	Exploration (scénarios descriptifs)	Economie circulaire (réponse aux pénuries et dépendances)/ Economie digitale et de plateforme (réponse à l'évolution démo et techno)/ Développement de l'économie spatiale	Stratégie en préparation
	7	2030	Scénarios de répartition territoriale de la population et de l'emploi (2016)	Démographie & aménagement du territoire	MDDI	S1, Diffus et désordonné S2, Dirigé et théorique S3, Organisé et harmonieux	Conditions de vies, utilisation des sols (accessibilité, centralité, mixité & soutenabilité des fonctions économiques), réseaux de transport, fragmentation des paysages	Pour S3 (choix MDDI) : d'ypcr agglos NORD, LUX & SUD, ∇ démo – logement suppl. x taille moy. des ménages/ commune, emplois répartis/ typologie des communes	GT gov. & participation citoyenne & concertation avec la CHD	Evaluation ex-ante (sélection de politiques potentielles)	Pour S3 : densification urbaine, baisse de la consommation des sols, concentration spatiale, d'ypcr des réseaux & baisse de la fragmentation des paysages	Pour S3 : répartition de la ∇ démo en renforçant le poids des 3 agglos/ mobilité circonscrite
Universités & think tanks	8	2100	Fertility, mortality, migration & population scenarios from 2017 to 2100 (2020)	Démographie	Vollset, S. E. et al.	S1, 2100 reference scenario S2, 2100 SDG pace scenario	Population (catégories d'âges & genres), solde migratoire, fécondité, mortalité & autres facteurs (revenus, éducations & facteurs de risques) de 195 pays et territoires (dont le Lxgb)	La fertilité dépend de l'éducation/ contraception, la mortalité de facteurs de risques, la migration du d'ypcr socio-démo, de la ∇ démo & de la mortalité (guerre/ catastrophes nat) (pop Lxgb ca 0.64-0.71 M)	Projections statistiques	Evaluation ex post (évaluation de politiques existantes)	Déclin de la fertilité du au progrès de l'édu des ∇ et de l'accès à la contraception (sommet probable au milieu du siècle et ∇ rapide jusqu'en 2100). Maintien de certaines pop actives par l'immigr.	Bénéfices (chgt clim. & production alim.) & préjudices (pop active, ∇ éco & sécurité sociale à où la fécondité ∇ le +)
	9	2050	Le Luxembourg en 2050 (2020)	Société, ressources, climat, territoire et économie circulaires	Junker, P.	S1, Scénario fossile, carboné (ref.) S2, Scénario digital S3, Scénario transfrontalier S4, Scénario décarboné & durable S5, Scénario citoyen S6, Scénario critique	PIB, population, inégalités, investissements (santé & édu), intensité énergétique, conso. alim, productivité agricole, profil commercial, chgt techno, dégrad env, régulation, artificialisation sols, adaptation/ mitigation	Pour S4 (choix PJ) : +1.0% PIB p.a., 0.8 M pop (dont 0.3 actifs frontaliers), Surface agri utile/ résident 1500m ² & forêts/ résidents 1000 m ² 2050	Cartographie de systèmes conceptuels	Exploration (scénarios descriptifs/ évaluation ex ante & ex-post (sélection de pol. potentielles & évaluation de pol. actuelles)	Pour S4 : org métropolitaine polycentrique, dense, restrictive, bioregionale, petites multimailles, rurbaines & gouvernance collab, particip., circulaire, horizontale, décentralisée, multifonctionnelle, déconcentr., présent. & anticipat.	Pour S4 : ∇ inégalités & artificialisation, indifférent (matières 1 ^{ères} , forêts & libre-échange) & ∇ adaptation & mitigation

Suivi des stratégies sectorielles nationales



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

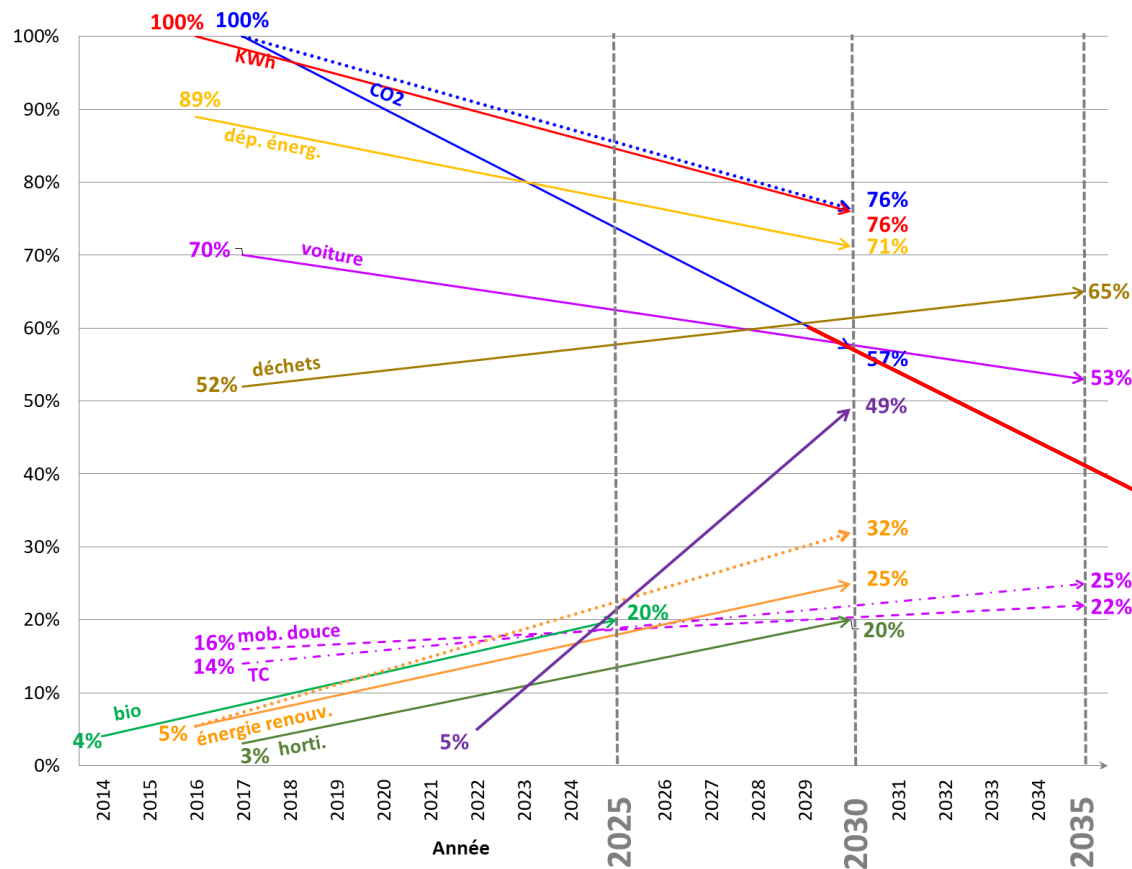
Luxembourg stratégie

Tableau de suivi des stratégies nationales
Luxembourg Stratégie
(Travail en cours)
Version du 20.07.2022

Tableau de suivi des stratégies nationales (document de travail) – 48 publications listées (dont 9 initiées & 4 co-initiées par le MECO)

Types	#	Horizons	Plans & Stratégies	Statut	Initiatives	Domaines	Hypothèses	Moyens	Objectifs	Institutions	Spécificités
Lois & Règl.	1	2050	Stratégie nationale à long terme en matière d'action climat - Vers la neutralité climatique en 2050 (2021)	Active	MECDD	Energie, construction, mobilité, économie, alimentation & agriculture, sylviculture & finance (EU Green Deal)	Population nationale +50% (980.000), emploi intérieur +50%, +100% PIB, +20% prix batteries de stockage d'énergie en 30 ans, +11,5°C, ¼ des quantités de précipitations en été et 7x en hivers d'ici 2098	Efficacité énergétique & EnR, rénovation, densification, baisse écarts de prix carburants avec voisins, éco. circulaire & quotas d'émissions ou finance verte; inaction : baisse PIB 1-4% (2030), 2-6% (2050), 3 11% (2100)	Neutralité climatique (zéro émissions nettes de GES) d'ici la moitié du 21e siècle	Pacte climat (2020) et nature (2021) entre état et communes, institutions loi climat (2020) – cf. ligne suivante	Pendant national du pacte vert européen (EU Green Deal) – Réf. à TIR (2016) et au PNEC (2018) – Objectifs inscrits dans la loi du 13.12.20 relative au climat
	2	2032	Pacte logement 2.0 (2021)	Actif	ML	Politique du logement au niveau communal (logement abordable & qualité résidentielle)	3 une grande demande de logements abordables au Luxembourg (non évaluée dans le document du pacte logement)	Mise en œuvre via des conventions, une nouvelle gouvernance communale, le conseiller logement, le programme d'action locale logement & des financements de l'Etat (avec catégories, procédures & suivi dédiés)	(i) 7 l'offre de logements abordables & durables au niveau communal, (ii) mobiliser le potentiel foncier & résidentiel au niveau communal & (iii) améliorer la qualité résidentielle	Conseiller Logement & Groupe de travail "Pacte Logement" dans les administrations communales	2 ^e Pacte après le 1 ^{er} (2008-20) ; Objectifs inscrits dans la loi du 30.07.21 relative au Pacte logement 2.0., précisés par la Stratégie nationale du logement abordable (2022)
	3	2030	Plan National intégré en matière d'énergie et de Climat - PNEC (2018)	Actif	MEA, MECDD	Energie & climat (EU Green Deal)	Prix (2020-2040) pétrole (+43%), gaz (+34%), charbon (+64%), biogaz (-22%), biomasse (-16%), photovoltaïque (-34%), électricité (+28%), gaz client (+62%)	Efficacité énergétique, EnR, Mobilité durable, Digitalisation, Pacte climat ; Inv. efficacité 530 Mio€/Sans (2040) ; Investissements & aides EnR 5 Mrd€ (2040)	-55% GES, 25% EnR, +40% d'efficacité énergétique (2030), zéro émission GES nette (2050) – année de référence 2005	Loi climat (2020) : Comité de coordination interministérielle, Plateforme citoyenne & observatoire	Pendant national du EU Green Deal – trajectoire 2030) – Objectifs inscrits dans la loi du 13.12.20 relative au climat
	4	2030	3 ^e Plan National de Développement Durable - PNDD (2018)	Actif	MECDD	10 champs d'actions prioritaires (ODD) (Agenda 2030)	Population nationale (950.000 en 2050), « il n'y a pas d'alternative à l'agenda 2030 »	Identification des défis, objectifs & mesures phares pour chaque champ ; Inv. publics-privés, nationaux & étrangers 'massifs'	Par ex. 100% d'agri. biologique & zéro émissions nettes en 2050	Loi de coordination de la politique nationale DD (2004) : Conseil sup. & commission interdépartementale	3 ^e plan quadriennal – Elaboration du plan défini dans la loi du 23.06.04 sur le développement durable
	5	2030	Plans Directeurs Sectoriels Territoriaux - PDS (2021)	Actifs	MEA	Logement, Transport, Zones d'Activités Economiques, Paysages	Projections macroéconomiques STATEC 2060	Respect de l'intérêt général, utilisation rationnelle du sol, d'opt urbanistique concentrique et cohérent, observation territoriale, suivi des politiques sectorielles	Cohésion & développement territorial & reconnaissance d'impact	Loi aménagement du territoire (2018). Conseil supérieur, observatoire & groupe de travail	Transcription sect. du PDAT – règlement d'exécution de la loi du 17.04.18 sur l'amgmt du territoire
	6	2020	2 ^e Prog. Directeur d'Aménagement du Territoire - PDAT (2003)	Actif	MEA	Développement urbain et rural, environnement & ressources naturelles & transport et télécom.	Population nationale 550.000 (2020)	Coopération, participation & coordination (Document d'orientation pour la mise en cohérence des plans sectoriels)	Développement territorial harmonieux, respectant les particularités des régions	Loi aménagement du territoire (1999) : Conseil supérieur & groupe de travail interministériel	2 ^e prog. (1 ^{er} PDAT : 1978-90 ; 3 ^e PDAT 2035-50 en 2022) – Elaboration du prog. prévue par la loi du 21.03.99 sur l'amgmt du territoire
Strat. Gouvern.	7	2050	Troisième Révolution Industrielle (TIR) (2016)	Clôturée	MECO	6 piliers thématiques & 3 axes transversaux	Population nationale (x2), PIB (+3,04% p.a.), production d'énergie (100% ou 70% locale), 100% d'EnR; 'baisse des coûts marginaux d'énergie'	49 mesures stratégiques réparties en 9 piliers (Economies entre scénarios de base & TIR : 250 Mio€ p.a. entre 2017 & 2050)	Anticiper les ruptures technologiques & environnementales, saisir les relations d'ensemble	Comité de suivi stratégique, groupes de travail thématiques	1 ^{ère} stratégie 2050 de transfo éco., Comité de suivi arrêté en 2021, réf. à l'étude au-delà
	8	2050	Long-term renovation strategy (LTRS) for Luxembourg (2020)	Active	MEA	Nouvelles & anciennes construction	Population nationale (3 projection, entre 1.200k et 800k en 2050), surfaces construites (x2 2015-2050), % nouvelles constructions/ total bâti >> moyenne UE (2050), 5 projection demande d'énergie des ménages (2050)	Régulation, taxation, aide financière, conseil, formation, sensibilisation & relations publiques, recherche et modélisation ; Analyse des coûts de l'efficacité énergétique du bâti (existant & nouveau, résidentiel ou non) & étude d'impact taxe carbone	Soutenir la rénovation efficiente du bâti national en un ensemble très efficace énergétique & décarboné (bâtiments à cons. d'énergie quasi nulle) avec objectifs & sous-objectifs intermédiaires		Mise en œuvre de la directive UE sur la perf. énergétique des bâtiments (2018) & précision des objectifs du PNEC (2018)
	9	2050	Farm to Fork Strategy (2020)	En préparation	MPC, MA	Système alimentaire (EU Green Deal)	Dépendance aux pesticides & aux antimicrobiens, excès de fertilisation, perte de biodiversité, problèmes de santé, du revenus des producteurs & de la compétitivité européenne	27 initiatives & règlements avec échéances (Inv. humains & financiers & mesures pour 7 les rendements)	Rendre durable la production, transformation, distribution & consommation des denrées alimentaires	Commission interdépartementale & conseil de politique alimentaire	Intégration de plans existants (Gesond iessen, mëi bewaagen, PanBio, Anti-Gaspi, Urban Farming...)
	10	2050	Stratégie Hydrogène du Luxembourg (2021)	Active	MEA, MECO, MESR, MF, MMTP & MAEE	Energie (EU Green Deal)	Neutralité climatique 2050 atteignable qu'avec l'aide d'H ₂ renouvelable et la substitution d'H ₂ fossile dans l'industrie	7 mesures clés (réglementation, coopération, R&D, projets pilotes, priorités, marché H ₂ , suivi) – Inv. (125-300 kt H2 renouvelable p.a.)	Production, importation & utilisation d'H ₂ renouvelable	Groupe informel & comité de pilotage	Compléter les mesures d'efficacité énergétique & d'électrification directe
	11	2030 & 2050	Feuille de route : décarbonation de l'industrie luxembourgeoise (2022)	En préparation	MEA, MECDD, MECO	Energie & climat, Industrie manufacturière (EU Green Deal)	Hypothèses stratégie nationale Action Climat (2050) et PNEC (2030) ; l'industrie contribue de manière proportionnée aux objectifs énergétiques & satisfait aux exigences du système d'échange de quotas d'émission de GES de l'UE	Identification de potentiels de décarbonation avec un registre de projets & mesures de réalisation de ces potentiels & de transformation de l'industrie nationale (efficacité énergétique, EnR, infra. habilitantes & RDI)	Emissions : 45% (2030 vs 2005) & 52% (2030 vs 2019) pour l'industrie manufacturière (i.e. section C, nomenclature statistique NACE Rév. 2 pour installations EU ETS & non ETS)	Haut Comité pour l'Industrie & GT Action Climat	Participation des acteurs privés & échanges continus via le Haut Comité et le GT (plan d'action sectoriel pour réaliser les objectifs loi climat & PNEC)

Objectifs politiques sectoriels 2025-2035



Émissions de CO2 :
Objectif européen : -40% de 2005-2030.
 Pour 2017-2030 (indice 100 pour 2017): -24p%
Objectif national : -55% de 2005-2030.
 Pour 2017-2030 (indice 100 pour 2017): -57 p%

Consommation énergétique finale :
Objectif: augmentation efficacité énergétique de 40-44% par rapport EU Primes de 2007. Pour 2017-2030 (indice 100 pour 2016): -24p%, de 47 000 GWh à 36 000 GWh.

Dépendance à l'égard de l'importation d'électricité :
Objectif: réduire dépendance de 90% en 2015 à 60% en 2040.
 Pour 2016-2030: -18p%

Parts modales des déplacements domicile-travail :
Objectifs pour 2017-2035 (parts modales):
 -17p% de la part modale des voitures privées;
 +11p% de la part modale des transports en commun;
 +6p% de la part modale de la mobilité douce.

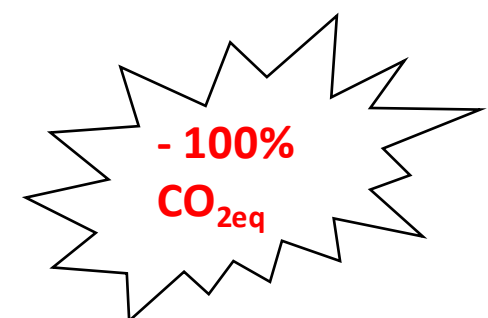
Agriculture biologique :
Objectif: 2025 20%. Pour 2014-2025: +16p%

Voitures électriques / hybrides :
Objectif: 49% de la flotte nationale en 2030.
 Pour 2022-2030: +44%

Énergies renouvelables :
Objectif européen: 32% en 2030. Pour 2016-2030: +27p%
Objectif national: 25% en 2030. Pour 2016-2030 +18p%

Déchets ménagers recyclés:
Objectif: 65% en 2035. Pour 2017-2035: + 13p%

Horticulture :
Objectif: 20% en 2030. Pour 2017-2030: +17p%



Source des données par secteur : PNEC - Plan National Intégré en matière d'Énergie et de Climat pour la période de 2021-2030 (CO2⁽¹⁾, KWh, Dép. énerg., Énergie renouv., Voitures⁽²⁾); PNM35 (Transport ⁽³⁾); Accord de coalition 2018-2023/ASTA - Administration des services techniques de l'agriculture (Bio); Stratégie Null Offall Lëtzebuerg, version juillet 2020 (Déchets); Stratégie nationale urban farming Luxembourg (Urb.f. ⁽⁴⁾)

Remarques : En général, les pourcentages contenus dans les boîtes de texte sont arrondis à l'unité. ⁽¹⁾ Les pourcentages calculés pour 2030 se réfèrent au montant des émissions de CO2 équivalents et sans UTCTAF de 2017 obtenu par l'UNFCCC (United Nations Framework Convention on Climate Change) et ont été calculés d'après les objectifs politiques - 40% (Objectif 2030 UE - "partage des efforts") et - 55% (Objectif national 2030 PNEC) par rapport à 2005 (UNFCCC)

⁽²⁾ Des chiffres à propos de la situation actuelle de la part de voitures électriques/hybrides n'ont pas pu être trouvés ⁽³⁾ Notons que l'addition des 3 pourcentages se reportant aux déplacements équivaut à 100%. ⁽⁴⁾ "Les scénarios d'Urban Farming se basent sur les prévisions démographiques du pays et les besoins alimentaires en fruits et légumes de la population, prenant en compte les frontaliers travaillant au Grand-Duché du Luxembourg et l'évolution de la demande dans le temps." (Stratégie nationale Urban Farming - 06.05.2019 - p. 155)

(*) Politiques et stratégies officielles adoptées + Loi climat 2050

Source de la méthode: adaptée d'après Junker P. (2020).

2. Processus de scénarisation (avril 2022 – mars 2023)

Objectifs de la scénarisation

1. Envisager tous les futurs possibles à l'horizon 2050
2. Elaborer un éventail de 3 à 4 scénarios plausibles
3. Proposer une vision économique 2050 souhaitable
4. Aligner Vision ECO2050 et Vision Industrie 2040
5. Tester la robustesse des stratégies existantes et en préparation à travers les scénarios
6. Adapter ces stratégies pour une économie résiliente, inclusive et compétitive

Objectifs - Résilience

- La résilience est la capacité de rebondir aux chocs puis de se transformer de sorte à mieux leur résister à l'avenir.
- Pour l'économie, un exemple serait de construire une économie du bien-être en rapprochant limites environnementales et les besoins humains fondamentaux.
- EU Strategic Foresight Report 2023: « **Economic aspects of sustainability** understood as managing the transformation of the economy to ensure it remains within the planetary boundaries, while being globally competitive and resilient.»
- Des manifestations sont:
 - Habitabilité de notre milieu
 - Résistance physique des infrastructures aux extrêmes climatiques
 - « Keep the lights on »: évitement de coupures et ruptures d'approvisionnement vital

Objectifs - Inclusivité

- Assurant la meilleure qualité de vie possible à tous
- OCDE: « Une croissance économique qui est distribuée équitablement à travers la société et qui crée des **opportunités pour tou(te)s**. »
- WEF: « mêlant croissance, bien-être de la population, sécurité et stabilité politique »
- HEC Paris: « Bâtir une économie plus inclusive où les **entreprises** cherchent à maximiser leur impact social en même temps que leurs performances économiques »
- EU Strategic Foresight Report 2023: “**Social aspects of sustainability** understood as the result of appropriate policies that ensure **affordable wellbeing** for **current and future generations** over the long-term, to enable the sustainability pathways and consolidate **democracy**.”
- Des manifestations sont:
 - **La paix et cohésion sociales**
 - **Des prix abordables**
 - **Des emplois dignes**

Objectifs - Compétitivité

- A la hauteur de la concurrence internationale.
- ODC: niveaux de productivité, d'emploi, de vie et de préservation de l'environnement similaires ou supérieurs à ceux des partenaires commerciaux.
- Des manifestations sont:
 - L'attractivité pour les talents,
 - La souveraineté industrielle
 - Productivité assurée

Scénarios vs. stratégies

Scénarios

- Les scénarios concernent l'évolution de forces de développement qui sont **en dehors de notre contrôle**
- ≠ description d'un état futur désirable
- Ils rassemblent des **hypothèses** sur la façon dont le monde et le Luxembourg pourraient évoluer d'ici 2050

Stratégies

- **Une stratégie** définit des **actions sous notre contrôle**, que nous décidons d'entreprendre face aux différents futurs plausibles
- Une stratégie est robuste si elle reste pertinente quel que soit le futur.

Scénario ≠ stratégie

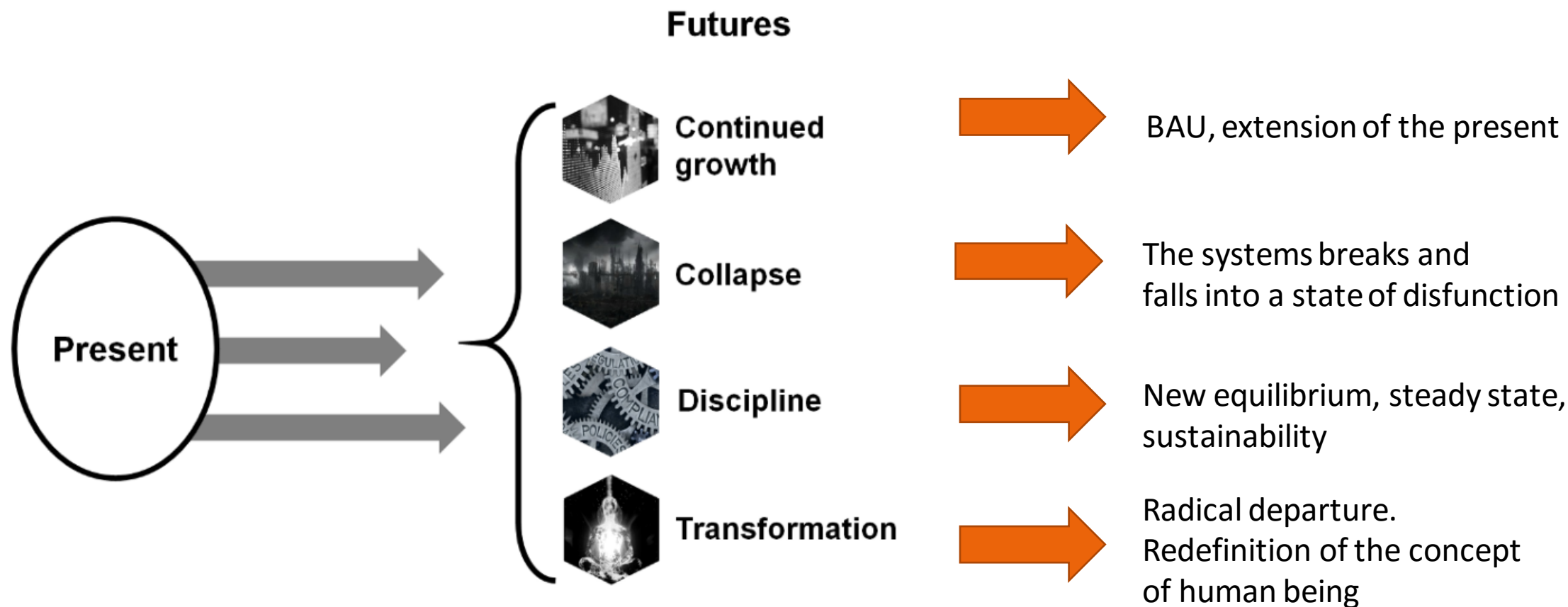
Cycles de collaboration/ validation 2022-2023

- Comité interministériel de pilotage (2 réunions, 48 participants)
- Groupe de travail technique (5 ateliers, 200 participants)
- Groupe de responsables d'entreprises (1 atelier, 50 participants)
- Comité d'experts nationaux en prospective (2 consultations, 25 réponses)
- Formation fresques climat, biodiversité, numérique (3 ateliers, 50 participants)
- Conférence publique annuelle 2022 (environ 250 participants)
- Campagne publique (1 enquête, 650 réponses; 2 débats, 50 participants)
- OECD Strategic Foresight Unit (consultation régulière, 5 personnes)
- Consultation communes (1 réunion SYVICOL, 10 participants)

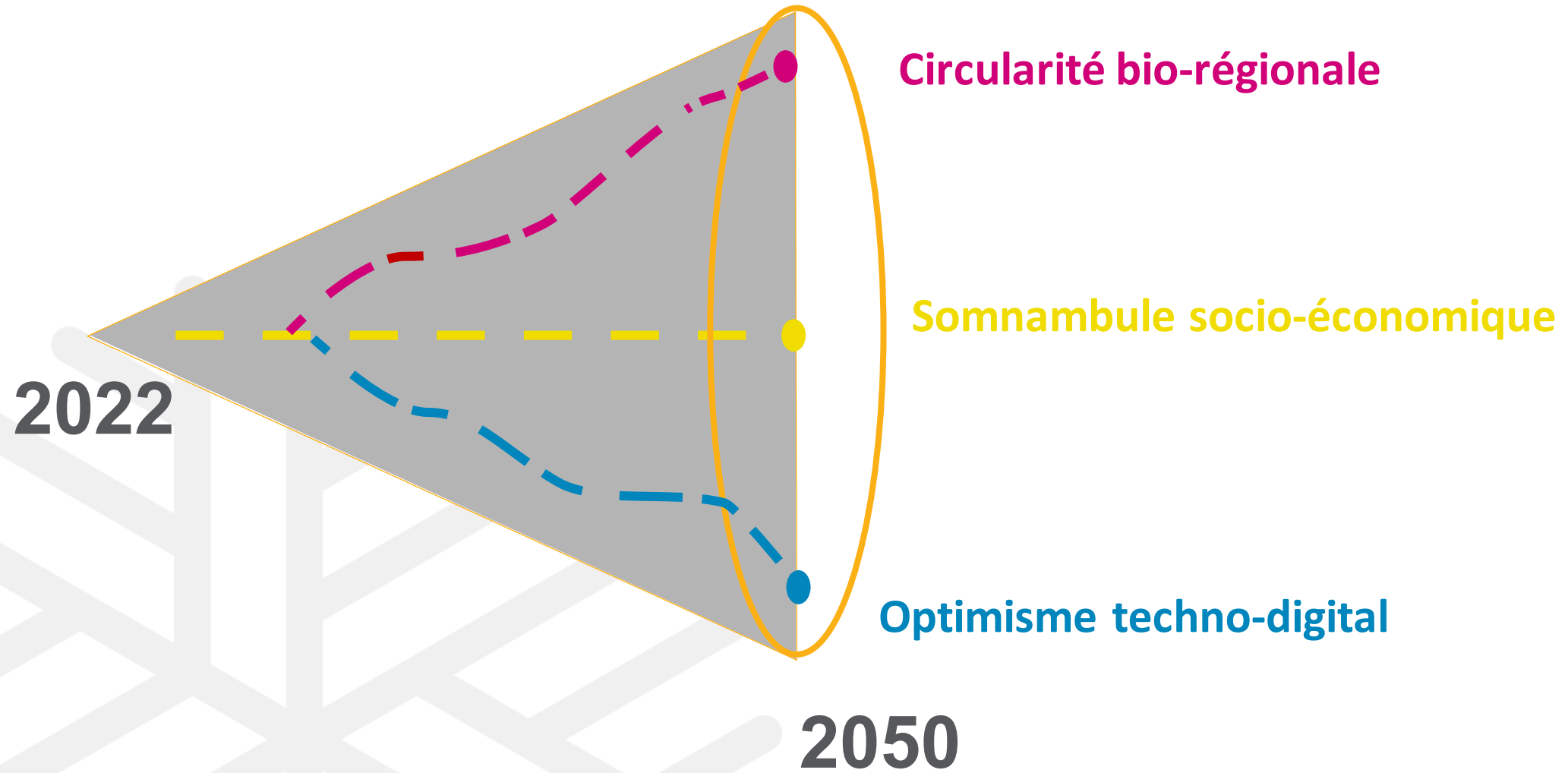
Total au 30.1.2023: environ 1 300 personnes

3. Trois scénarios d'avenir économique pour le Luxembourg en 2050

Archétypes de scénarios



Dator, J. (2009). Alternative futures at the Manoa School. *Journal of Futures Studies*, 14 (2), 1–18.



Scénario 1 : Somnambule socio-économique

Le scénario de la permanence des transitions

- Nous sommes en 2050, le Luxembourg compte 1,1 million d'habitants.
- Le Luxembourg attire toujours plus de salariés sans étancher sa soif de main d'œuvre qualifiée pour les transitions. Les embouteillages continuent et les transports publics et le logement sont sous pression. Le régime de sécurité sociale et de pensions reste acquis mais sont fragiles et moins protecteurs qu'en 2022. La répartition des revenus et du patrimoine s'opère de manière inégalitaire.
- La digitalisation et les technologies plus sobres sont au service de l'économie qui vise la croissance quantitative (PIB +2 %/an), mais les gains d'efficacité sont rattrapés par l'augmentation de la demande. Avec des critères RSE (= *responsabilité sociale et sociétale des entreprises*) et une taxonomie UE peu crédibles, le centre financier ne parvient pas à se verdir.
- La complexification de nos systèmes se heurte à la fin de l'abondance des ressources et limite notre capacité d'agir. Nos sociétés et nos économies s'essouffent, elles manquent de talents pour les transitions digitale et verte, subissent une surcharge administrative, un trop plein d'informations, un impératif de l'instantané, une augmentation des coûts de la vie, une pauvreté monétaire...
- L'Union européenne tente de concilier transitions écologique et digitale, réindustrialisation et autonomie stratégiques. Le reste du monde ne suit que lentement, la Chine se ferme. Le réchauffement dépasse les +2°C et peu a été investi dans l'adaptation. Les assurances croulent sous les demandes de remboursements des dommages climatiques. Les empreintes carbone, matérielle et écologique grimpent.
- La gouvernance est court-terme, les algorithmes interfèrent avec l'opinion publique. Grâce à ses moyens financiers, le Luxembourg conserve son modèle du compromis entre intérêts collectifs et intérêts individuels.

Scénario 2 : Circularité bio-régionale

Le scénario de la simplification sociale et territoriale

- Nous sommes en 2050, le Luxembourg compte 770.000 habitants.
- La population et l'économie arrêtent de croître, ce qui allège la pression sur le trafic et le logement, les systèmes de santé et d'éducation, l'environnement et l'eau. La pénurie de compétences manuelles et low-tech est résorbée par des vagues de formations techniques, la poly-activité combinant services et travail manuel, en PME ou à domicile, devient la norme. Tout se rapproche et se simplifie.
- Les niveaux de salaires, des pensions et la couverture sociale stagnent, après une profonde transformation du système, l'écart entre les plus riches et les plus pauvres s'estompe et le plus grand nombre vit bien avec moins et dans les limites de ses moyens.
- La digitalisation et les technologies sont au service du vivant, la place financière est « verte foncée », le mix énergétique est diversifié et décentralisé. Le fret aérien s'est réduit au profit du transport fluvial et par rail. Le dernier km est assuré par la cyclo-logistique urbaine.
- Puisque tous les pays agissent ensemble, avec l'Union européenne parmi les leaders mondiaux, le réchauffement climatique ne dépasse pas +2°C. La réindustrialisation circulaire, la diversification énergétique et l'économie du partage en Grande Région visent une croissance qualitative mesurée par le PIBien-être bio-régional.
- L'adaptation aux extrêmes climatiques, à l'érosion de la biodiversité et à la raréfaction des ressources se fait par un programme populaire de réhabilitation environnementale et de réapprentissage artisanal et technique et des investissements dans les infrastructures vertes.
- Le Luxembourg recourt largement à la démocratie participative au sein d'une Grande Région où les collectivités territoriales ont plus de poids et au sein d'une Union européenne plus petite et plus agile, connaissant moins de résistance interne, et qui devient leader mondial de la transition écologique.

Scénario 3 : Optimisme techno-digital

Le scénario de l'innovation technologique sans changement comportemental

- Nous sommes en 2050, le Luxembourg compte 1,2 million d'habitants.
- Les marchés du logement et de l'emploi sont très précarisés. Bien que la construction soit standardisée et numérisée pour construire plus vite et réduire les coûts, les prix du logement repoussent les travailleurs au-delà des frontières. Le système éducatif est entièrement digitalisé, privatisé, taillé sur l'individu et focalisé sur le numérique et la finance. La pénurie de compétences high tech et digitale est résorbée par la virtualisation du marché du travail, avec des salariés partout dans le monde et un travail effectué à toutes heures.
- La poursuite de la croissance quantitative au niveau national (PIB +4,5%/an) permet un relatif équilibre des caisses de pensions et de sécurité sociale.
- La mondialisation continue de régir les relations internationales, et la concurrence entre pays, notamment pour l'accès aux ressources, est rude et parfois polarisante. Cela a des conséquences sur la gouvernance, avec une flambée des populismes qui affaiblissent l'UE. On cherche en conséquence à trouver des nouvelles solutions digitales à cette gouvernance privatisée, tel que l'emploi de l'IA.
- L'intensification technologique, financée par la place financière luxembourgeoise, est au service de l'efficacité, au prix d'une plus grande surveillance et d'une exposition aux cyberattaques. De beaux progrès sont fait en health tech et l'espérance de vie de certains se rallonge. La digitalisation vise à dématérialiser, décarboner et réduire la dépendance v.-à-v. de la main d'oeuvre non-résidente qui reste importante.
- Le réchauffement dépasse +2°C. La géo-ingénierie et les infrastructures grises sont les moyens utilisés pour faire face au changement climatique, ce qui plombe les budgets. La géo-ingénierie n'ayant pas de gouvernance universelle et représentative, certains pays, et même des individus très riches, font cavalier seul, avec des effets secondaires souvent incertains et irréversibles ou néfastes pour d'autres pays et populations.

4. Résultats Campagne Publique

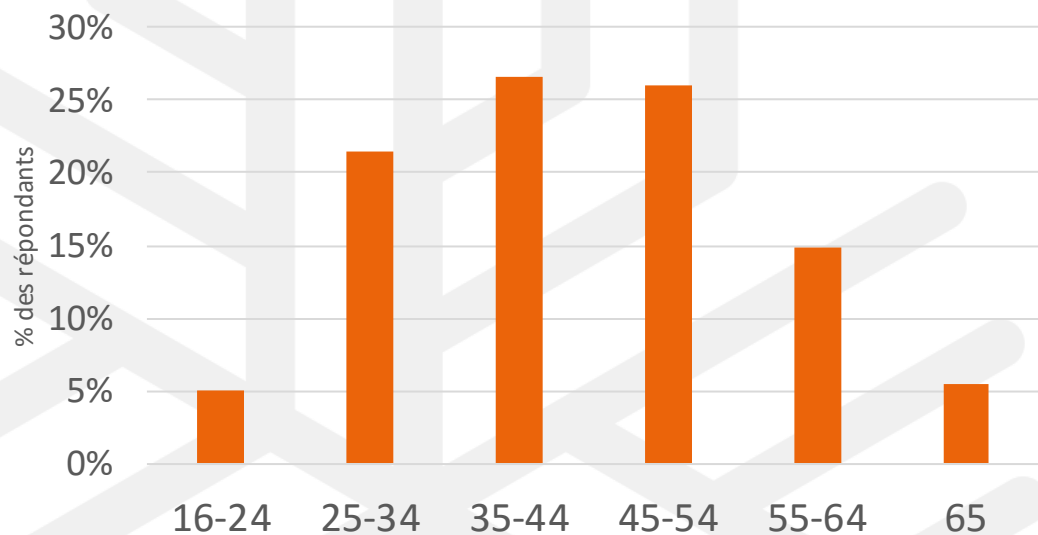
Enquête par questionnaire

02.12.22-16.01.23

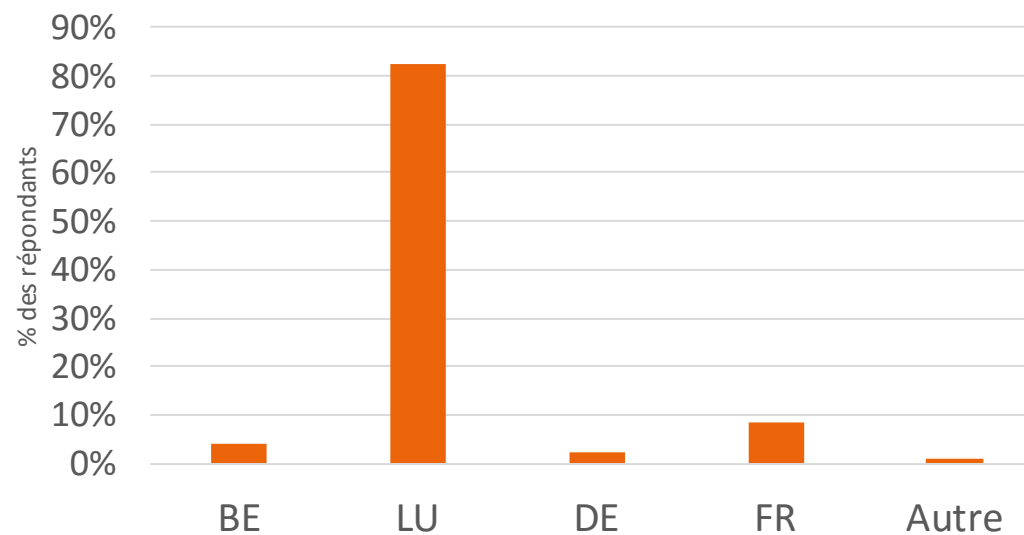
Qui sont les répondants?

- 641 répondants au 18.01.23

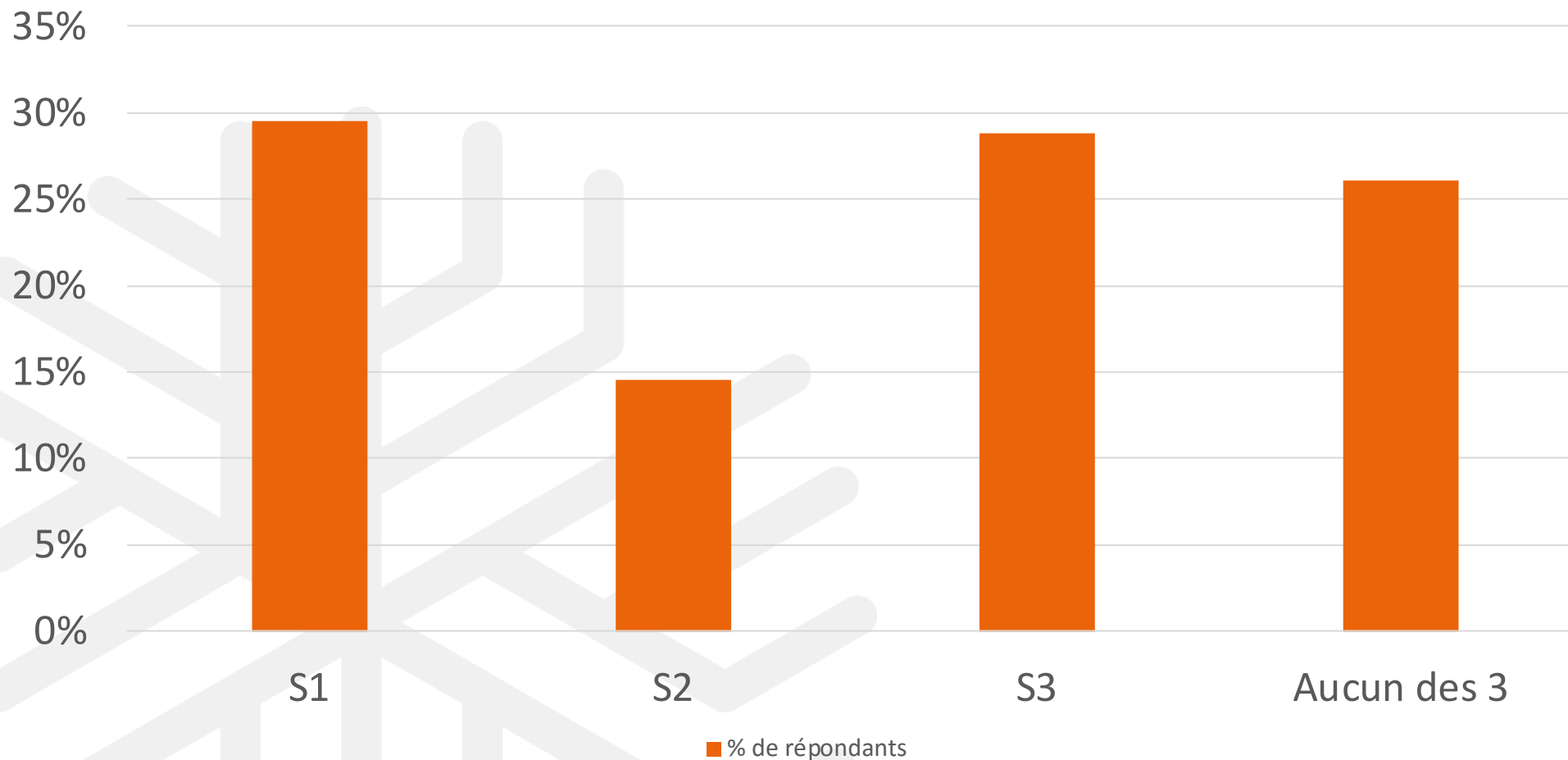
Tranche d'âge des répondants



Pays de résidence



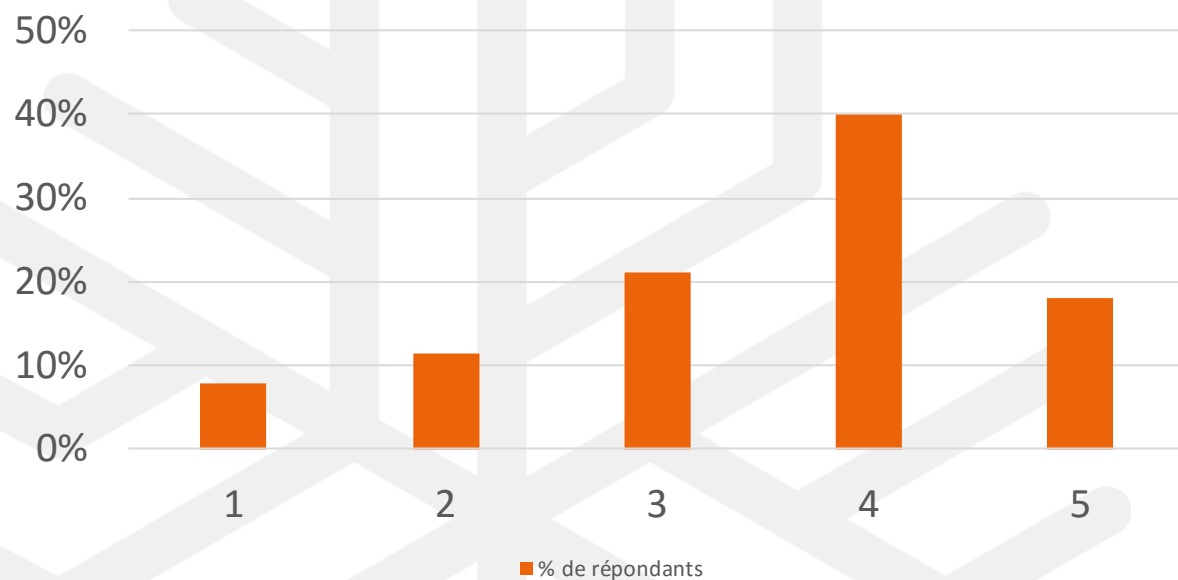
Pour quel scénario l'économie luxembourgeoise est-elle bien préparée?



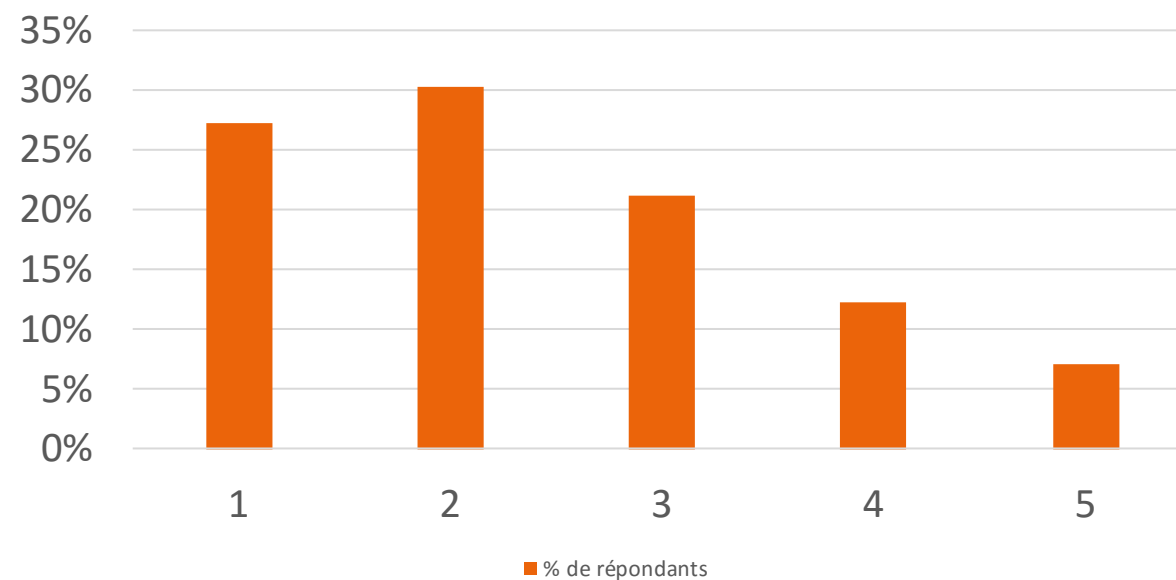
4. RÉSULTATS DE LA CAMPAGNE PUBLIQUE

Comment évaluez-vous le scénario S1/S2/S3 sur une échelle de 1 à 5 pour l'économie du Luxembourg en 2050? (1 = le moins et 5 = le plus réaliste)

Évaluation du scénario 1: Somnambule socio-économique



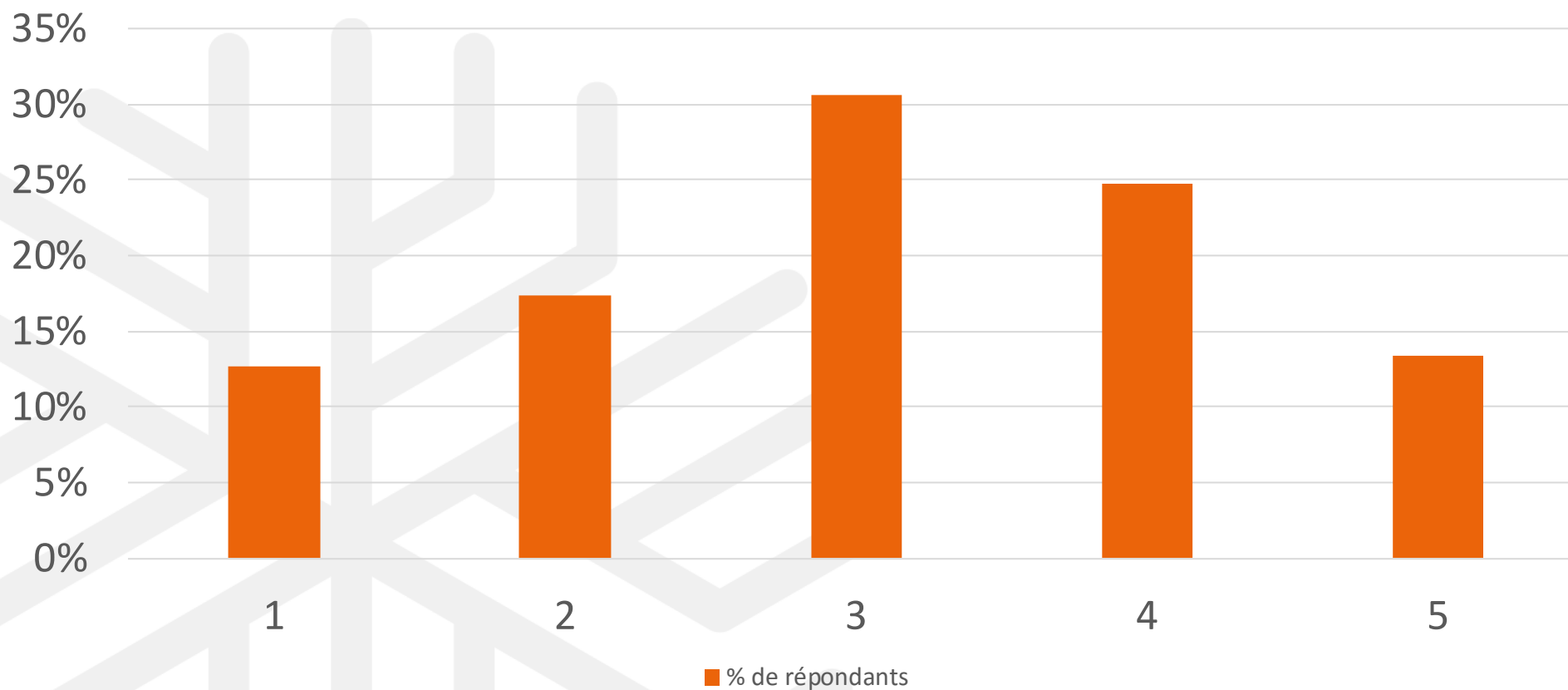
Évaluation du scénario 2: Circularité bio-régionale



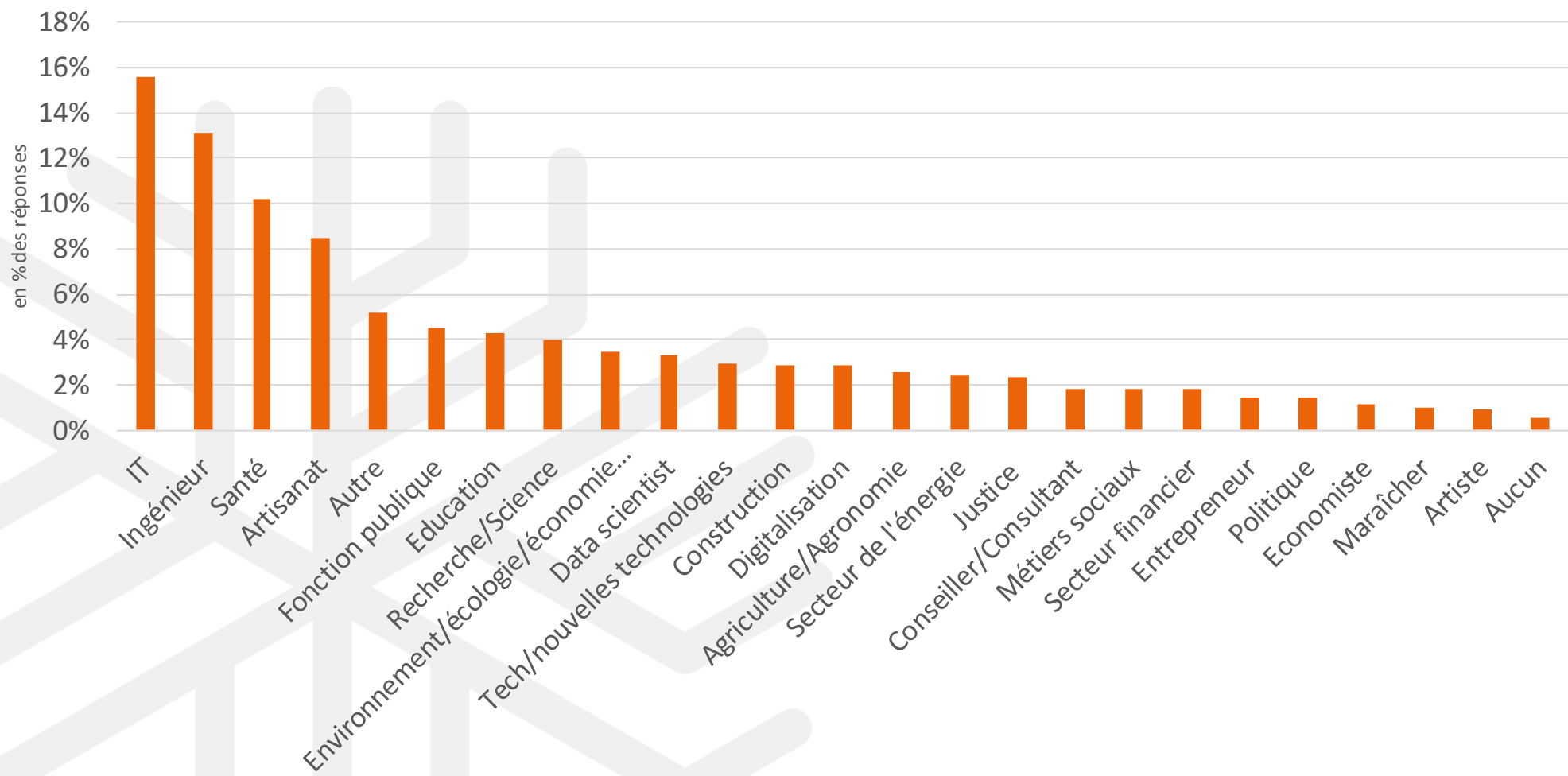
4. RÉSULTATS DE LA CAMPAGNE PUBLIQUE

Comment évaluez-vous le scénario S1/S2/S3 sur une échelle de 1 à 5 pour l'économie du Luxembourg en 2050?
(1 = le moins et 5 = le plus réaliste)

Évaluation du scénario 3: Optimisme techno-digital

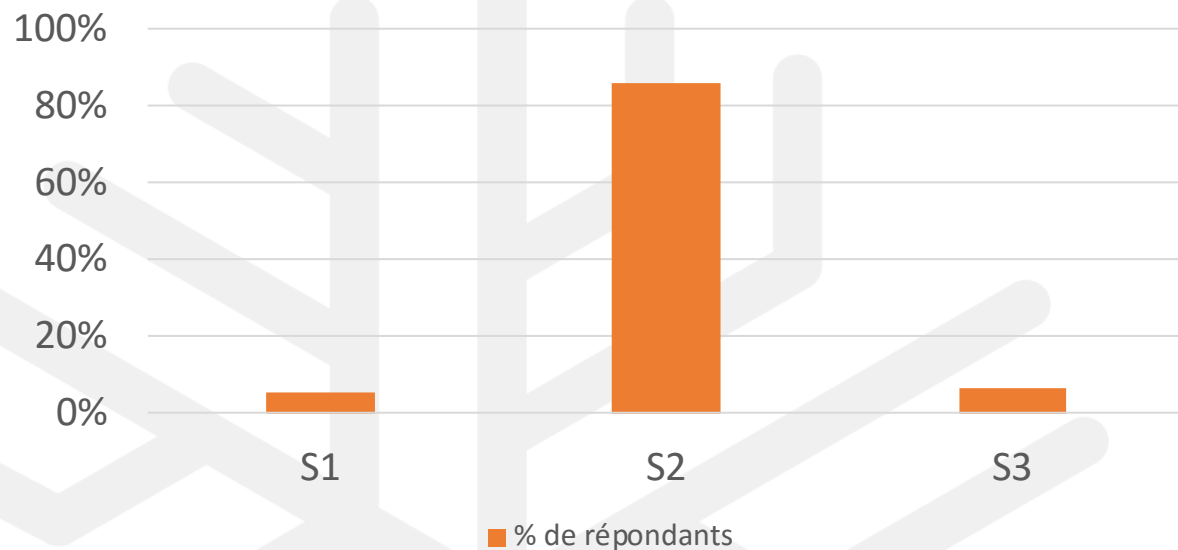


Quel métier/ emploi verriez-vous comme étant une bonne idée dans tous les scénarios ?

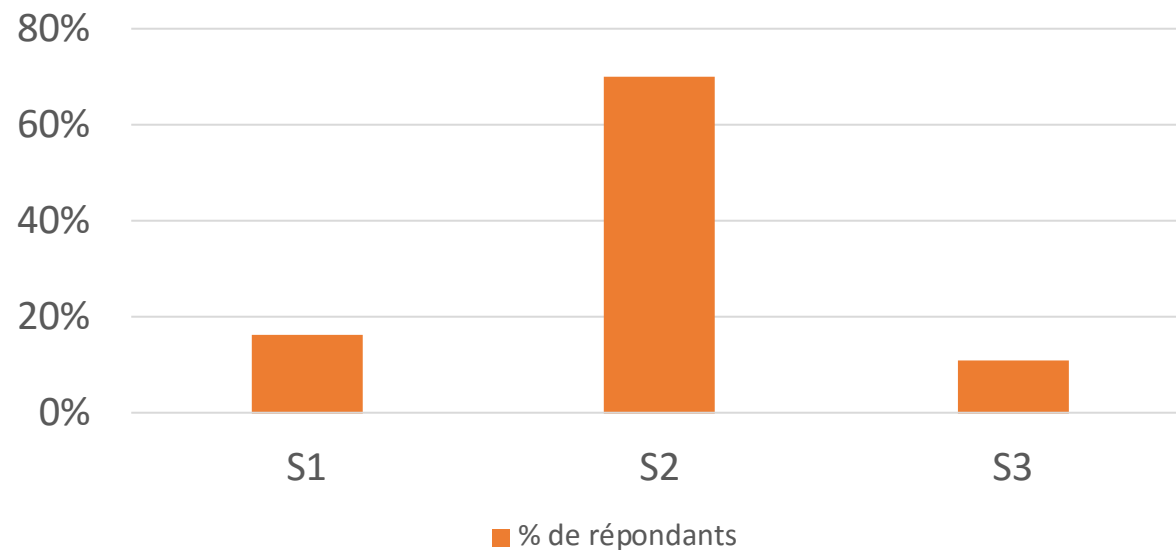


Quel scénario respecte le plus les limites?

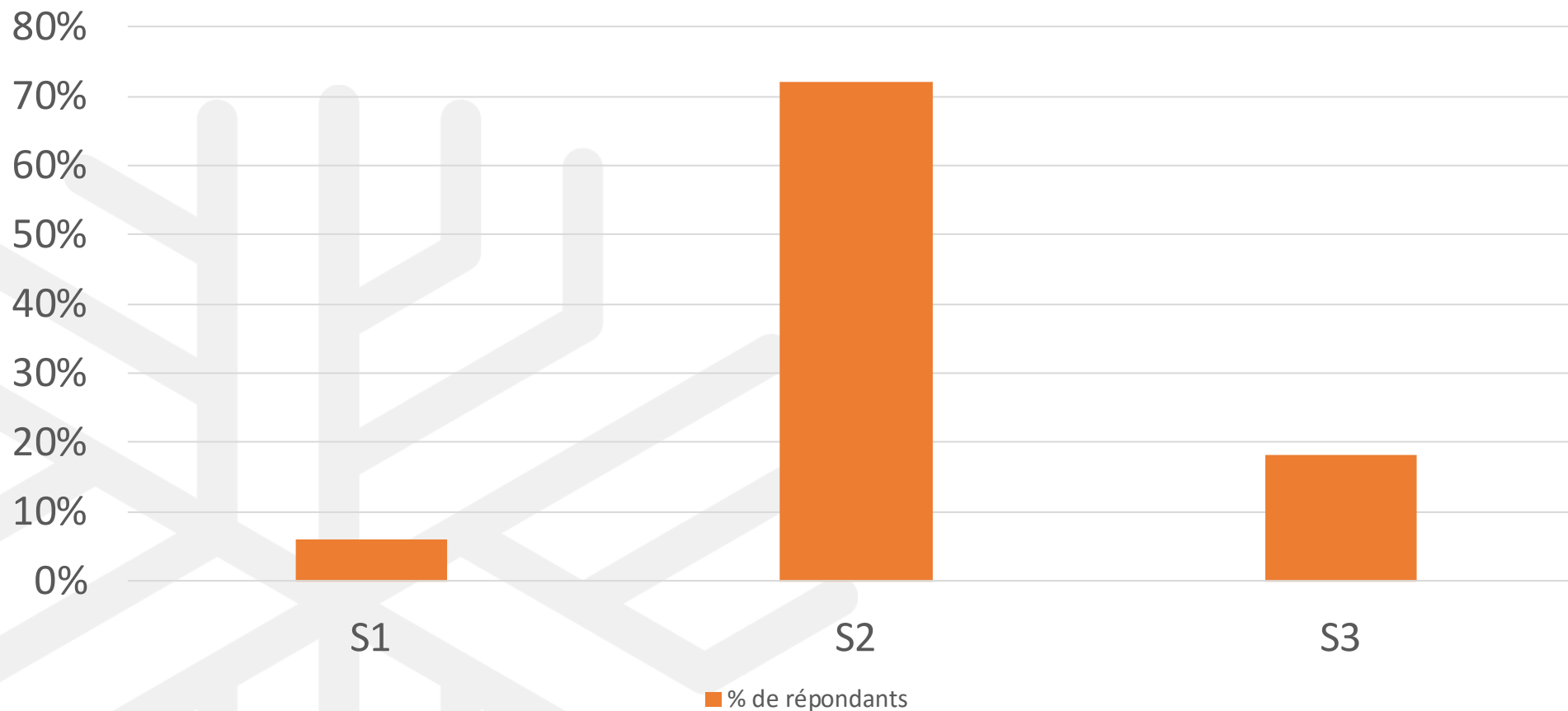
Quel scénario respecte le plus les limites biophysiques ?



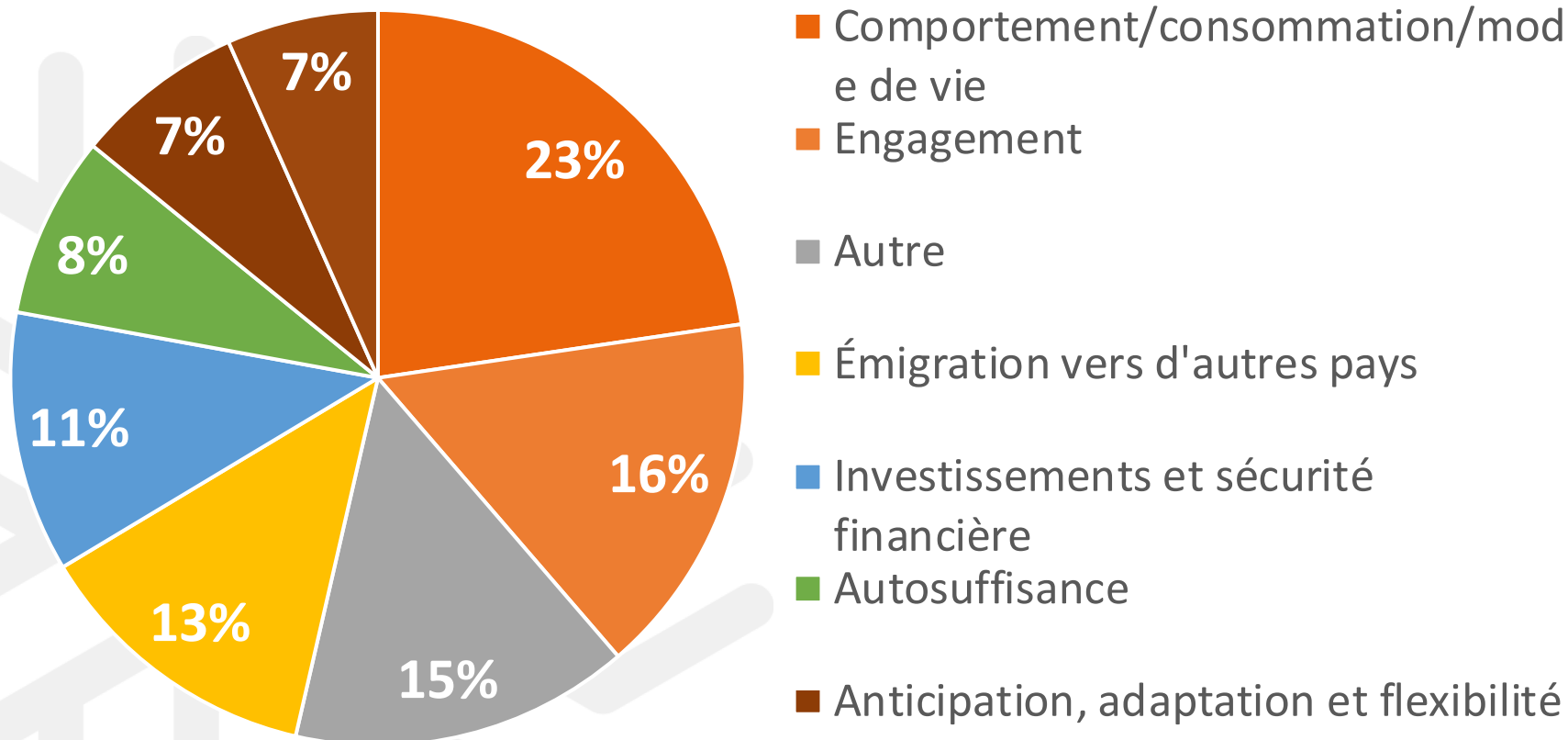
Quel scénario respecte le plus les nécessités sociales ?



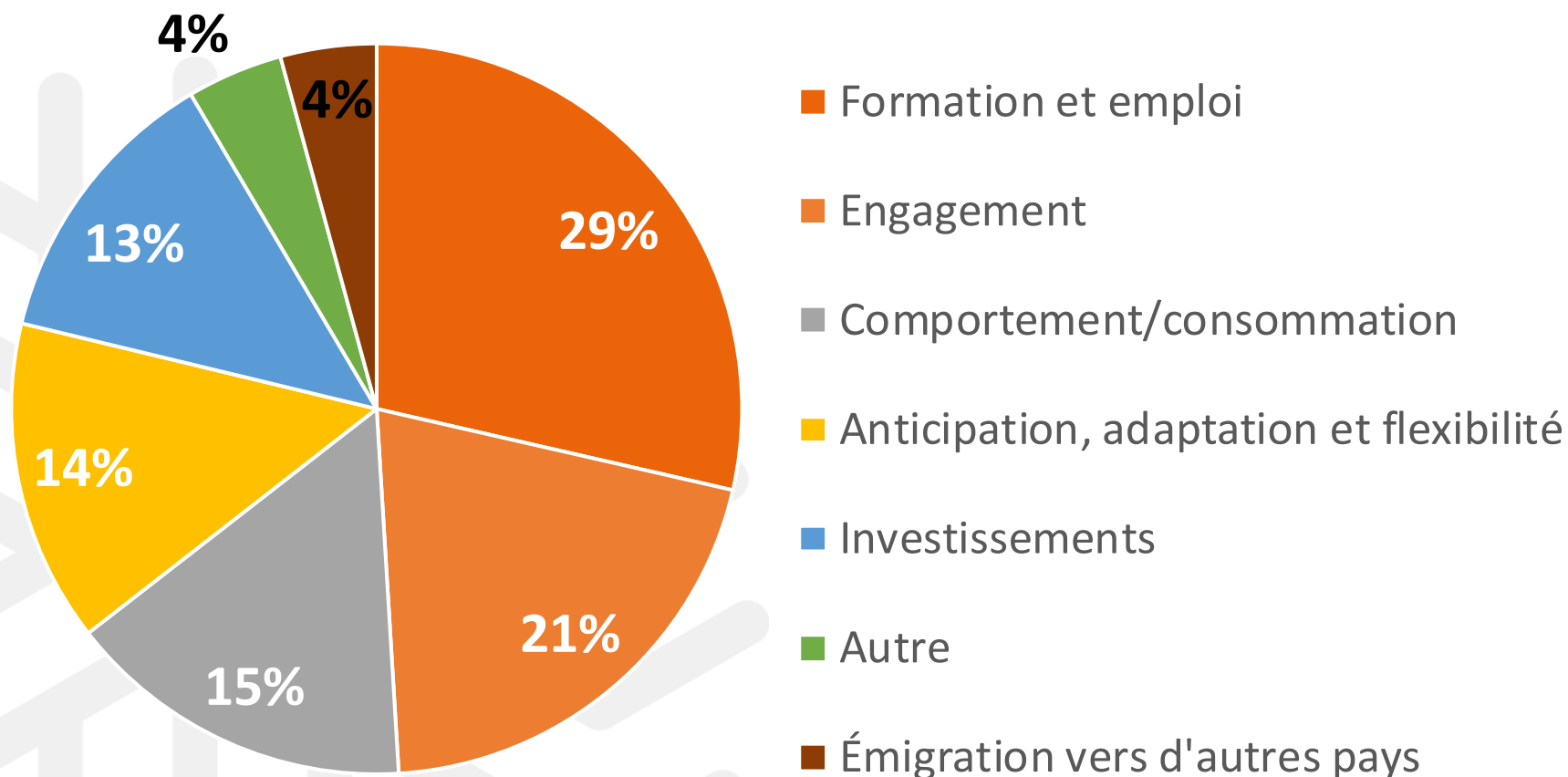
Nous sommes en 2022. Quel scénario souhaiteriez-vous voir se réaliser en 2050 ?



Nous sommes en 2050. L'un des scénarios, ou un mélange de ces scénarios, s'est réalisé. Que faites-vous pour parer à ce qui vous semble être la pire des menaces?



Nous sommes en 2050. L'un des scénarios, ou un mélange de ces scénarios, s'est réalisé. Que faites-vous pour saisir ce qui vous semble être la meilleure des opportunités ?



5. Quelques pistes pour la vision stratégique économique

Critères pour la vision stratégique

- Focus sur ce qui est pertinent pour **l'ÉCONOMIE**
- Répondre aux **3 scénarios**: retenir une vision stratégique **qui est robuste** quel que soit l'avenir économique
- Tenir compte des **réalités** biophysiques et des **besoins** sociaux
- Approche **systemique**: l'ensemble devra tenir
- **Visionnaire** et en même temps **concret**

Éléments de vision:

1. Tourner l'anticipation en avantage économique comparatif
2. Intensifier les efforts actuels pour faire de l'environnement, de l'énergie et du climat, un plan d'industrialisation compétitive
 - Réduire la demande en énergie finale, en matériaux, en espace, en eau
 - Sécuriser l'accès, à prix abordables et à long terme, à l'énergie, aux matériaux, à l'eau
 - Booster l'économie circulaire
3. Concilier les transitions digitale, écologique et sociale
4. Investir massivement dans une économie de la résilience
5. Stimuler la gouvernance internationale de biens publics globaux
6. Simplifier les procédures et raccourcir les chemins
7. Adapter la santé aux nouveaux défis, un business case

6. Prochaines étapes

Alignement des travaux du Groupe de travail avec:

- Campagne citoyenne ECO2050 (2023), Ministère de l'Économie
- Rifkin (2016), Ministère de l'Économie
- Klima-Bürgerrot (2022), Ministère d'État
- Vision industrielle 2040, Ministère de l'Économie
- PNEC et PDAT 2050, Ministère de l'Environnement, Climat, Développement durable et Ministère de l'Énergie et Aménagement du territoire

Scénarios & vision ECO2050

1. **Déclinaison d'indicateurs ECO2050:** suivis des scénarios & vision
2. **Articulation IND2040:** trajectoires de l'industrie du future
3. **Étude RISK2050:** vulnérabilité biophysique de l'économie
4. **Étude SOC2050:** désirabilité du changement sociétal
5. **Diffusion ECO2050:** mardi **28.03.23**, Présentation publique ECO2050 & **26-27.09.23**, Conférence publique Luxembourg Stratégie 2023
6. **Application ECO2050 :** amélioration, adaptation voire révision des stratégies économiques particulières
7. **Bilans énergie/matière ECO2050**
8. **Actualisation ECO2050 :** révision régulière des scénarios & vision

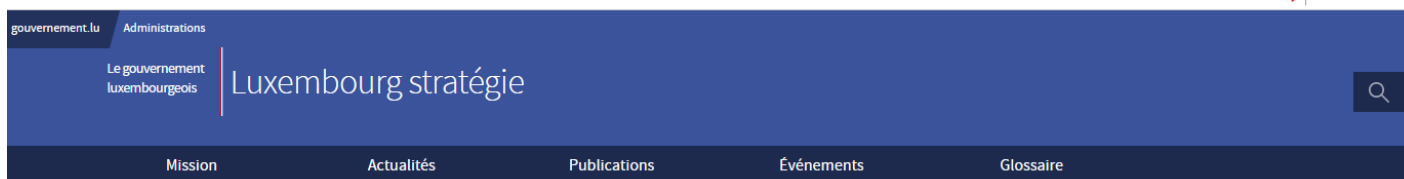
Agenda 2022-2023

2022 Q2	2022 Q3	2022 Q4	2023 Q1
<p>1^{er} Comité interministériel 2022, 22.04.22</p> <p>Entretiens décideurs, mai 2022</p> <p>GT1 Scénarios, 02.06.22</p>	<p>GT2 Scénarios, 07.07.22</p> <p>Fresque Climat, 12.07.22</p> <p>GT1 CEOs, 14.09.22</p> <p>Fresque Biodiversité, 15.09.22</p> <p>GT3 Scénarios, 29.09.22</p>	<p>2nd Comité interministériel 2022, 07.10.22</p> <p>Présentation Scénarios, Conférence 2022, 17-18.10.22</p> <p>Fresque numérique, 03.11.22</p> <p>GT4 Scénarios & Vision, 10.11.22</p> <p>Début campagne publique, 02.12.22</p> <p>Rencontre SYVICOL, 05.12.22</p> <p>1^{er} Débat citoyens-ministre, 14.12.22</p>	<p>Fin campagne publique, 09.01.23</p> <p>2nd Débat citoyens-ministre, 16.01.23</p> <p>GT5 Vision, 19.01.23</p> <p>Commission économique CHD, 02.02.23</p> <p>GT2 CEOs, 03.02.23</p> <p>GT6 Scénarios & Vision, 23.02.23</p> <p>Rencontre communes-ministre, 28.02.23</p> <p>1^{er} Comité interministériel, 03.03.23</p> <p>Présentation finale Scénarios & Vision, 28.03.23, 9h30-12h30, Grand Auditoire, Maison du Savoir (Esch-Belval)</p>

Pour plus d'informations...

luxstrategie.gouvernement.lu

linkedin.com/company/luxstrategie/



Qui sommes-nous ?

Luxembourg Stratégie est la direction de **prospective stratégique** du ministère de l'Économie. Etablie fin 2020, elle approfondit et étend l'approche collaborative initiée en 2016 avec l'étude stratégique de long terme sur la Troisième Révolution Industrielle ('processus Rifkin' ou 'TIR2050').

Attributions

Luxembourg Stratégie est chargée d'études de prospective (*foresight studies* ou *Zukunftstudien*). La prospective stratégique (*strategic foresight* ou *strategische Vorausschau*) consiste à explorer, anticiper et objectiver les futurs émergents et possibles afin de mieux prendre les décisions stratégiques aujourd'hui qui permettent d'enclencher, de façonner et de rendre résilientes les transformations souhaitées à long-terme. Luxembourg Stratégie contribue (i) à renforcer la cohérence des stratégies sectorielles du ministère de l'Économie entre elles et avec celles des autres ministères qui impactent l'économie et (ii) à transformer l'économie du pays vers plus de compétitivité et plus de résilience pour les décennies à venir.

[Lire la suite](#)



Ministère de tutelle

- Ministère de l'Économie

Ministre

- Franz Fayot

©SIP / Yves Kortum



